

COMPTES SOCIAUX **au 30 juin 2021**



BILAN	(en milliers MAD)	
ACTIF	30 Juin 2021	31 déc 2020
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	52 798	25 695
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	250 415	290
A Vue	404	290
A Terme	250 011	-
CREANCES SUR LA CIENTELE	25 152 509	25 207 959
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	2 431	2 704
Crédits et financements participatifs à l'équipement	25 101 788	25 183 676
Crédits et financements participatifs immobiliers	20 686	20 712
Autres crédits et financements participatifs	27 625	868
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Titres de Propriété	-	-
Certificats de Sukuks	-	-
AUTRES ACTIFS	247 738	235 048
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Certificats de Sukuks	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	25	25
Participation dans les entreprises liées	-	-
Autres titres de participation et emplois assimilés	25	25
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
DEPOTS D'INVESTISSEMENT PLACES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	413	512
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	46 257	47 812
TOTAL ACTIF	25 750 156	25 517 339

PASSIF	30 Juin 2021	31 déc 2020
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX		
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	8 551 312	8 597 456
A Vue		
A Terme	8 551 312	8 597 456
DEPOTS DE LA CIENTELE	-	-
Comptes à Vue Créditeurs	-	-
Comptes d'Epargne	-	-
Dépôts à Terme	-	-
Autres Comptes Créditeurs	-	-
DETTES ENVERS LA CIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	-	-
TITRES DE CREANCE EMIS	11 937 573	11 850 740
Titres de Créance Négociables	2 719 402	2 693 831
Emprunts Obligataires	9 218 171	9 156 909
Autres Titres de Créance Emis	-	-
AUTRES PASSIFS	62 176	47 384
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	27 574	27 574
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	-	-
DEPOTS D'INVESTISSEMENT RECUS	1 000 000	1 000 000
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	2 994 185	2 750 423
CAPITAL	1 000 000	1 000 000
ACTIONNAIRES, CAPITAL NON VERSE (-)	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-	-
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	117 335	243 762
TOTAL PASSIF	25 750 156	25 517 339

HORS BILAN	(en milliers MAD)	
	30 Juin 2021	31 déc 2020
ENGAGEMENTS DONNES	6 136 552	6 072 540
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 136 552	6 072 540
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	1 771 322	1 500 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 771 322	1 500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'Organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	(en milliers MAD)	
	30 Juin 2021	30 Juin 2020
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	635 455	627 732
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 134	1 233
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	634 321	626 498
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	-	-
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	-	-
Autres produits bancaires	-	-
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	314 618	333 818
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	126 791	146 212
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	187 711	187 471
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	115	135
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	320 837	293 914
Produits d'exploitation non bancaire	1 057	996
Charges d'exploitation non bancaire	83	94
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	29 366	29 813
Charges de personnel	23 484	23 455
Impôts et taxes	420	412
Charges externes	2 037	2 538
Autres charges générales d'exploitation	1 781	1 490
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 684	1 917
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECouvrABLES	1 266	1 339
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 266	1 339
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	-	-
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	-	3 610
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	3 610
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	-	-
RESULTAT COURANT	291 179	267 273
Produits non courants	143	0
Charges non courantes	9 605	56 180
RESULTAT AVANT IMPOTS	281 716	211 093
Impôts sur les résultats	104 381	95 191
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	177 335	115 902



ETAT DES SOLDES DE GESTION

I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	30 Juin 2021	30 Juin 2020
(+) Intérêts et produits assimilés	635 455	627 732
(-) Intérêts et charges assimilés	314 502	333 693
MARGE D'INTERET	320 953	294 049
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS D'IJARA	-	-
(+) Commissions perçues	-	-
(-) Commissions servies	115	135
MARGE SUR COMMISSIONS	- 115	- 135
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	320 837	293 914
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	1 057	996
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	83	94
(-) Charges générales d'exploitation	29 366	29 813
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	292 445	265 003
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 266	- 2 271
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-	-
RESULTAT COURANT	291 179	267 273
RESULTAT NON COURANT	- 9 463	- 56 180
(-) Impôts sur les résultats	104 381	95 191
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	177 335	115 902

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	30 Juin 2021	30 Juin 2020
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	177 335	115 902
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 684	1 917
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions	-	-
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	179 020	117 819
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	179 020	117 819

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30 Juin 2021	31 déc 2020
Produits d'exploitation bancaire perçus	635 455	1 283 902
Récupérations sur créances amorties	-	-
Produits d'exploitation non bancaire perçus	1 200	4 210
Charges d'exploitation bancaire versées	314 618	661 190
Charges d'exploitation non bancaire versées	9 688	112 492
Charges générales d'exploitation versées	27 682	55 080
Impôts sur les résultats versés	104 381	203 085
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	180 286	256 276
Variation des :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 250 125	979
Créances sur la clientèle	54 183	- 2 006 748
Titres de transaction et de placement	-	-
Autres actifs	- 12 690	- 5 922
Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	- 46 144	264 767
Dépôts de la clientèle	-	-
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	86 833	1 444 840
Autres passifs	14 792	- 1 198
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	- 153 152	- 303 282
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	27 134	- 47 006
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	31	868
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 31	- 868
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement reçus	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Dépôts d'investissement remboursés	-	-
Intérêts versés	-	-
Rémunérations versées sur dépôts d'investissement	-	-
Dividendes versés	-	-
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-	-
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	27 104	- 47 875
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	25 695	73 569
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	52 798	25 695

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES
INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT
*Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000, *Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit : - Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises - Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n° 25/G/87, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de : - 20 % pour les créances pré-douteuses, - 50 % pour les créances douteuses, - 100 % pour les créances compromises, *Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées. Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur. *Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

ETAT DES DEROGATIONS		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES		
INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II. Changements affectant les règles de présentation		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES						(en milliers MAD)
CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30 Juin 2021	Total 31 déc 2020
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	52 146	404	-	-	52 551	25 478
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	250 000	-	-	250 000	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	250 000	-	-	250 000	-
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	626	11	-	-	637	490
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	52 772	250 415	-	-	303 187	25 969

CREANCES SUR LA CLIENTELE					(en milliers MAD)	
CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30 Juin 2021	Total 31 déc 2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	2 431	-	2 431	2 704
CREDITS A L'EQUIPEMENT	24 558 882	-	-	-	24 558 882	24 400 244
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	20 686	-	20 686	20 712
AUTRES CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	542 886	-	-	-	542 886	783 432
CREANCES EN SOUFFRANCE	27 625	-	-	-	27 625	866
Créances pré-douteuses	24 498	-	-	-	24 498	-
Créances douteuses	2 261	-	-	-	2 261	-
Créances compromises	866	-	-	-	866	866
TOTAL	25 129 393	-	-	23 117	25 152 509	25 207 959

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR						(en milliers MAD)
Titres	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30 Juin 2021	Total 31 déc 2020
			Financiers	Non financiers		
Titres cotés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
NEANT						
Titres non cotés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
TOTAL						

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT						
(en milliers MAD)						
Titres	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
Titres de placement						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
Titres d'investissement						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
TOTAL						

DETAIL DES AUTRES ACTIFS	(en milliers MAD)	
ACTIF	30 Juin 2021	31 déc 2020
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	35 242	36 702
Sommes dues par l'Etat	34 196	35 747
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	1 045	955
Valeurs et emplois divers	-	-
Comptes de régularisation	212 498	198 346
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	1 985	2 718
Résultats sur produits dérivés de couverture	170 726	171 387
Charges à répartir sur plusieurs exercices	9 354	8 043
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	30 082	15 859
Autres comptes de régularisation	339	339
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	247 738	235 048

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES									(en milliers MAD)
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net	
Participation dans les entreprises liées									
Autres titres de participation									
MAROCLEAR SA	Dépositaire Central	100 000	0,025%	25	25	31/12/2020	311 748	5 500	
TOTAL PARTICIPATIONS				25	25	-	311 748	5 500	-
EMPLOIS ASSIMILES				-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL				25	25	-	311 748	5 500	-

CREANCES SUBORDONNEES	(en milliers MAD)			
CREANCES SUBORDONNEES	Montant		Dont entreprises liées et apparentées	
	30 Juin 2021	31 déc 2020	30 Juin 2021	31 déc 2020
	Brut	Provisions Net	Net	Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés				
Créances subordonnées à la clientèle				
TOTAL				

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE										30 Juin 2021
										(en milliers MAD)
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice	
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Provisions au 31/12		
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail mobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail mobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail mobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail mobilier non loué après réalisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail immobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail immobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail immobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail immobilier non loué après réalisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loyers payés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Immobilisations données en location simple	18 280	-	-	18 280	123	15 377	-	-	2 903	
Biens mobiliers en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Biens immobiliers en location simple	18 280	-	-	18 280	123	15 377	-	-	2 903	
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loyers payés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	18 280	-	-	18 280	123	15 377	-	-	2 903	

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES										30 juin 2021 (en milliers MAD)
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice	
					Montant des amortis. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 033	-	-	21 033	20 521	99	-	20 620	413	
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	21 033	-	-	21 033	20 521	99	-	20 620	413	
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	124 240	31	-	124 271	76 429	1 585	-	78 014	46 257	
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	69 323	-	-	69 323	26 859	776	-	27 635	41 688	
Terrain d'exploitation	7 229	-	-	7 229	-	-	-	-	7 229	
Immeubles d'exploitation, Bureaux	61 194	-	-	61 194	26 300	765	-	27 065	34 129	
Immeubles d'exploitation, Logements de fonctions	900	-	-	900	559	11	-	570	330	
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	27 806	31	-	27 837	26 169	301	-	26 470	1 368	
Mobilier de bureau d'exploitation	7 876	-	-	7 876	7 551	25	-	7 576	300	
Matériel de bureau d'exploitation	949	-	-	949	938	7	-	946	3	
Matériel informatique	17 718	31	-	17 748	16 415	269	-	16 684	1 064	
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 264	-	-	1 264	-	-	-	1 264	-	
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	17 291	-	-	17 291	15 884	359	-	16 242	1 049	
IMMOBILISATION CORPORELLE HORS EXPLOITATION	9 820	-	-	9 820	7 518	150	-	7 667	2 152	
Terrain hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Immeubles hors exploitation	5 545	-	-	5 545	3 645	69	-	3 714	1 830	
Mobilier et matériel hors exploitation	2 344	-	-	2 344	2 152	14	-	2 166	178	
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 931	-	-	1 931	1 720	67	-	1 787	143	
TOTAL	145 273	31	-	145 304	96 950	1 684	-	98 634	46 670	

PLUS OU MOINS VALEURS SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS								(en milliers MAD)
Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession	
TOTAL								



DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES								(en milliers MAD)
DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30 juin 2021	Total 31 déc 2020		
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	-	-	-	-	-	
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-	-	
au jour le jour	-	-	-	-	-	-	-	
à terme	-	-	-	-	-	-	-	
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	880 000	-	
au jour le jour	-	-	-	-	-	-	-	
à terme	-	-	-	-	-	880 000	-	
EMPRUNTS FINANCIERS	-	7 021 633	-	1 247 690	8 269 323	7 417 391	-	
AUTRES DETTES	-	-	-	199 335	199 335	196 571	-	
INTERETS COURUS A PAYER	-	76 730	-	5 923	82 653	103 494	-	
TOTAL	-	7 098 363	-	1 452 949	8 551 312	8 597 456	-	

DEPOTS DE LA CLIENTELE						(en milliers MAD)
DEPOTS	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 30 Juin 2021	Total 31 déc 2020
Comptes à vue créditeurs						
Comptes d'épargne						
Depôts à terme						
Autres comptes créditeurs						
Intérêts courus à payer						
TOTAL						

TITRES DE CREANCES EMIS								30 Juin 2021
NATURE DES TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques		Mode de remboursement (1)	Montant	Dont	
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal			Entreprises locales	Autres emprunts
Titres de créance négociables						2 678 000		
Certificat de Dépôt	24/12/2014	24/12/2021	100	2,20%	In fine	150 000		
Certificat de Dépôt	24/03/2015	24/03/2022	100	2,01%	In fine	326 000		
Certificat de Dépôt	18/03/2017	18/03/2022	100	1,95%	In fine	350 000		
Certificat de Dépôt	18/03/2017	18/03/2022	100	3,25%	In fine	300 000		
Certificat de Dépôt	06/10/2017	06/10/2022	100	1,95%	In fine	250 000		
Certificat de Dépôt	06/10/2017	06/10/2022	100	3,19%	In fine	300 000		
Certificat de Dépôt	30/12/2019	30/12/2024	100	2,82%	In fine	1 000 000		
Emprunts obligataires						8 987 067		
Emprunts obligataires	20/01/2012	20/01/2027	100	5,30%	Amortissable	400 000		
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2029	100	3,44%	Amortissable	509 400		
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2024	100	2,46%	In fine	151 000		
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2030	100	4,60%	Amortissable	480 000		
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	2,20%	In fine	60 000		
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	2,30%	In fine	220 000		
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,92%	Amortissable	234 667		
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2036	100	2,15%	In fine	225 000		
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	2,55%	Amortissable	333 667		
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,93%	Amortissable	640 000		
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2027	100	2,94%	In fine	200 000		
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	2,54%	Amortissable	800 000		
Emprunts obligataires	19/07/2019	19/07/2033	100	3,64%	Amortissable	886 667		
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	3,49%	Amortissable	466 667		
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	2,75%	Amortissable	1 400 000		
Emprunts obligataires	18/12/2020	31/03/2036	100	2,25%	Amortissable	2 000 000		
TOTAL						11 665 067		

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance
(2) Amortissement : Annuel - In fine

DETAIL DES AUTRES PASSIFS				(en milliers MAD)
PASSIF	30 Juin 2021	31 déc 2020		
Instruments optionnels vendus	-	-	-	
Opérations diverses sur titres	-	-	-	
Crediteurs divers	52 350	37 481	-	
Sommes dues à l'Etat	29 442	33 745	-	
Sommes dues aux organismes de prévoyance	1 487	1 282	-	
Sommes diverses dues au le personnel	-	-	-	
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-	-	
Fournisseurs de biens et services	1 417	2 210	-	
Divers autres créditeurs	20 006	244	-	
Comptes de régularisation	9 826	9 903	-	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	-	
Comptes d'écart sur devises et titres	1 617	274	-	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	-	
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-	-	
Charges à payer et produits constatés d'avance	7 919	9 339	-	
Autres comptes de régularisation	290	290	-	
TOTAL	62 176	47 384	-	

PROVISIONS						(en milliers MAD)
	Encours 31 déc 2020	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30 juin 2021	
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF :	17 023	1 266	-	-	18 289	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	
Créances sur la clientèle	5 556	1 266	-	-	6 822	
Titres de placements	-	-	-	-	-	
Titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-	
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-	
Autres actifs	11 467	-	-	-	11 467	
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	27 574	-	-	-	27 574	
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-	
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-	
Provisions pour risques généraux	27 574	-	-	-	27 574	
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-	
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-	
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	
TOTAL GENERAL	44 597	1 266	-	-	45 863	

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE						(en milliers MAD)
	Objet économique	Montant global	Montant 31 déc 2020	Utilisation 30 juin 2021	Montant 30 juin 2021	
Subventions						
Fonds publics affectés						
Fonds spéciaux de garantie						
TOTAL						

DETTES SUBORDONNEES								(en milliers MAD)
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées	
							Montant (c/v MAD) 30 juin 2021	Montant (c/v MAD) 31 déc 2020
Dirhams	200 000		2,82%	10		200 000	-	-
Dirhams	800 000		2,87%	10		800 000	-	-
TOTAL	1 000 000					1 000 000	-	-

(1) Cours Bank Al-Maghrib au 31/12/N
(2) Eventuellement indéterminée
(3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

CAPITAUX PROPRES						(en milliers MAD)
CAPITAUX PROPRES	Encours 31 déc 2020	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30 juin 2021		
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-	
Réserves et primes liées au capital	2 750 423	243 762	-	2 994 185	-	
Réserve légale	-	-	-	-	-	
Autres réserves	2 750 423	243 762	-	2 994 185	-	
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-	-	
Capital	1 000 000	-	-	1 000 000	-	
Capital appelé	-	-	-	-	-	
Capital non appelé	-	-	-	-	-	
Certificats d'investissement	-	-	-	-	-	
Fonds de dotations	1 000 000	-	-	-	1 000 000	
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-	-	
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-	-	
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-	-	
Résultats nets de l'exercice (+/-)	243 762	-	243 762	177 335	177 335	
TOTAL	3 994 185	-	177 335	4 171 521	-	

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE				(en milliers MAD)
ENGAGEMENTS	30 juin 2021	31 déc 2020		
Engagements de financement et de garantie donnés	6 136 552	6 072 540	-	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-	-	
Crédits documentaires import	-	-	-	
Acceptations ou engagements de payer	-	-	-	
Ouvertures de crédit confirmées	-	-	-	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	-	
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	-	
Autres engagements de financement donnés	-	-	-	
Engagements de financement en faveur de la clientèle	6 136 552	6 072 540	-	
Crédits documentaires import	-	-	-	
Acceptations ou engagements de payer	-	-	-	
Ouvertures de crédit confirmées	6 136 552	6 072 540	-	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	-	
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	-	
Autres engagements de financement donnés	-	-	-	
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-	-	
Crédits documentaires export confirmés	-	-	-	
Acceptations ou engagements de payer	-	-	-	
Garanties de crédit données	-	-	-	
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-	-	
Engagements en souffrance	-	-	-	
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-	-	
Garanties de crédit données	-	-	-	
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-	-	
Autres cautions et garanties données	-	-	-	
Engagements en souffrance	-	-	-	
Engagements de financement et de garantie recus	1 771 322	1 500 000	-	
Engagements de financement recus d'établissements de crédit et assimilés	1 771 322	1 500 000	-	
Ouvertures de crédit confirmées	1 771 322	1 500 000	-	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	-	
Autres engagements de financement recus	-	-	-	
Engagements de garantie recus d'établissements de crédit et assimilés	-	-	-	
Garanties de crédits	-	-	-	
Autres garanties reçues	-	-	-	
Engagements de garantie recus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-	-	
Garanties de crédits	-	-	-	
Autres garanties reçues	-	-	-	

ENGAGEMENTS SUR TITRES			30 juin 2021
ENGAGEMENTS	Montant		(en milliers MAD)
Engagements donnés			
Titres achetés à réméré			
Autres titres à livrer			
Engagements recus			
Titres vendus à réméré			
Autres titres à recevoir			

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES					(en milliers MAD)
	Opérations de couverture		Autres opérations		
	30 juin 2021	31 déc 2020	30 juin 2021	31 déc 2020	
Opérations de change à terme	170 726	171 387	-	-	
Devises à recevoir	-	-	-	-	
Dirhams à livrer	170 726	171 387	-	-	
Devises à livrer	-	-	-	-	
Dirhams à recevoir	-	-	-	-	
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-	
Engagements sur produits dérivés	-	-	-	-	
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-	
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-	
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-	
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-	
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-	
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-	



VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE				30 juin 2021
				(en milliers MAD)
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du Hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature données	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts	
Bons duTrésor et valeurs assimilées	-	-	-	
Autres titres	-	-	-	
Hypothèques	380 000	Compte 2313	380 000	
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-	
TOTAL	380 000		380 000	
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du Hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts	
Bons duTrésor et valeurs assimilées	-	-	-	
Autres titres	-	-	-	
Hypothèques	-	-	-	
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-	
TOTAL				

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE							30 juin 2021
							(en milliers MAD)
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL	
ACTIF							
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	302 551	-	-	-	-	302 551	
Créances sur la clientèle	215 069	171 120	1 677 799	9 115 522	13 223 680	24 403 191	
Titres de créance	-	-	-	-	-	-	
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	517 620	171 120	1 677 799	9 115 522	13 223 680	24 705 741	
PASSIF							
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	82 865	88 542	638 813	2 947 653	4 710 787	8 468 659	
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-	
Titres de créance émis	248 000	-	906 267	5 338 067	5 174 733	11 665 067	
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	1 000 000	1 000 000	
TOTAL	330 865	88 542	1 545 079	8 283 720	10 885 520	21 133 725	

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE					30 juin 2021
					(en milliers MAD)
Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres			
		Crédita par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	
2	6 032 234	5 272 726	759 508	-	

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE		30 juin 2021
		(en milliers MAD)
BILAN	Montant	
ACTIF		-
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-	-
Autres actifs	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-
Créances subordonnées	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
PASSIF	1 452 949	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 452 949	-
Dépôts de la clientèle	-	-
Titres de créance émis	-	-
Autres passifs	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	-	-
HORS BILAN	Montant	
ENGAGEMENTS DONNES		-
ENGAGEMENTS REÇUS	1 471 322	

MARGE D'INTERET			30 juin 2021	30 juin 2020
			(en milliers MAD)	
			30 juin 2021	30 juin 2020
Intérêts perçus			635 455	627 732
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit			1 134	1 233
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle			634 321	626 498
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance			-	-
Intérêts servis			314 502	333 683
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit			126 791	146 212
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle			-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis			187 711	187 471
TOTAL			320 953	294 049

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE				30 juin 2021
				(en milliers MAD)
VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE				
Pôle d'Activité	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt	
Activité bancaire	320 837	292 445	281 716	
Autres Activités	-	-	-	
TOTAL	320 837	292 445	281 716	
VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE				
Zone Géographique	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt	
Maroc	320 837	292 445	281 716	
Autres Zones	-	-	-	
TOTAL	320 837	292 445	281 716	

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE		30 juin 2021
		(en milliers MAD)
CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus	
Titres de placement		
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées		
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL		

COMMISSIONS		30 juin 2021
		(en milliers MAD)
COMMISSIONS	Montant	
Commissions perçues		-
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Sur opérations avec la clientèle	-	-
Sur opérations de change	-	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
Sur produits dérivés	-	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-	-
Sur moyens de paiement	-	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	-	-
Sur autres prestations de service	-	-
Commissions versées	115	
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	27
Sur opérations avec la clientèle	-	-
Sur opérations de change	-	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
Sur produits dérivés	-	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-	88
Sur moyens de paiement	-	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	-	-
Sur autres prestations de service	-	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ			(en milliers MAD)
PRODUITS ET CHARGES	30 juin 2021	30 juin 2020	
Produits	-	-	
Gains sur les titres de transaction	-	-	
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-	
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-	
Gains sur les produits dérivés	-	-	
Gains sur les opérations de change	-	-	
Charges	-	-	
Pertes sur les titres de transaction	-	-	
Moins value de cession sur titres de placement	-	-	
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-	
Pertes sur les produits dérivés	-	-	
Pertes sur opérations de change	-	-	
RESULTAT	-	-	

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		30 juin 2021
		(en milliers MAD)
	Montant	
Charges du personnel	23 484	
Impôts et taxes	420	
Charges externes	2 037	
Autres charges générales d'exploitation	1 761	
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	1 684	
TOTAL	29 366	

AUTRES PRODUITS ET CHARGES		30 juin 2021
		(en milliers MAD)
	Montant	
Autres produits et charges bancaires		
Autres produits bancaires	-	
Autres charges bancaires	115	
Produits et charges d'exploitation non bancaires		
Produits d'exploitation non bancaires	1 057	
Charges d'exploitation non bancaires	83	
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	1 266	
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	-	
Produits et charges non courants		
Produits non courants	143	
Charges non courantes	9 605	

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL		30 juin 2021 (en milliers MAD)
INTITULES	Montant	Montant
I- Résultat Net Comptable	177 335	
Bénéfice net	177 335	
Perte nette		-
II- Réintégrations fiscales	113 986	
1- Courantes	-	
-		
-		
-		
-		
2- Non courantes	113 986	
Impôts sur les sociétés	104 381	
Contribution sociale de solidarité	9 605	
-		
-		
-		
III- Déductions fiscales		10 000
1- Courantes		10 000
-		
-		
-		
-		
2- Non courantes		10 000
Contribution au profit du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus (Covid-19)		10 000
-		
-		
-		
TOTAL	291 322	10 000
IV- Résultat brut fiscal		281 322
Bénéfice brut fiscal (A)		281 322
Déficit brut fiscal (B)		
V- Reports déficitaires imputés (C)*		
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2		
Exercice N-1		
VI- Résultat net fiscal		281 322
Bénéfice net fiscal (A - C)		281 322
OU		
Déficit net fiscal (B)		
VII- Cumul des amortissements fiscalement différés		
VIII- Cumul des déficits fiscaux restant à reporter		
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2		
Exercice N-1		

(*) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS	30 juin 2021 (en milliers MAD)
I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	291 179
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	-
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	-
(=) Résultat courant théoriquement imposable	291 179
(-) Impôt théorique sur résultat courant	107 736
(=) Résultat courant après impôts	183 443
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				30 juin 2021 (en milliers MAD)
NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	14 686	84 848	85 754	13 780
B- TVA à récupérer	15 942	22 531	35 789	2 684
Sur charges	15 917	22 523	35 756	2 684
Sur immobilisations	26	7	33	
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	- 1257	62 317	49 965	11 095

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL					30 juin 2021 (en milliers MAD)	
Montant du capital :		1 000 000				
Montant du capital social souscrit non appelé :		-				
Valeur nominale des titres :						
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)	
		Exercice précédent	Exercice actuel			
ETAT				100	100	
TOTAL				100	100	

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE				30 juin 2021 (en milliers MAD)
A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant	
Décision du CA : 13/04/2021				
Report à nouveau	-	Réserves légales	-	
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes	-	
Résultats net de l'exercice	243 762	Autres affectations	243 762	
Prélèvement sur les bénéfices	-			
Autres prélèvements	-			
TOTAL A	243 762	TOTAL B	243 762	

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES			
	30 juin 2021	31 déc 2020	31 déc 2019
Capitaux propres et assimilés	4 171 521	3 994 185	3 750 423
A déduire -Montant concernent le Fonds d'Accompagnement des Collectivités Territoriales	-	-	-
Capitaux propres et assimilés nets	4 171 521	3 994 185	3 750 423
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	320 837	622 712	550 146
Résultat avant impôts	281 716	446 846	474 682
Impôts sur les résultats	104 381	203 085	182 917
Bénéfices distribués	-	-	-
Résultats non distribués	177 335	243 762	291 765
[mis en réserves ou en instance d'affectation]			
Résultat par titre (en MAD)			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale			
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	22 615	39 695	38 563
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	93	96	100

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS		(en milliers MAD)
I. DATATION		
Date de clôture [1]		30 juin 2021
Date d'établissement des états de synthèse [2]		Septembre 2021
[1] justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice		
[2] justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse		
II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1 ^{re} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE		
Dates	Indication des événements	
	Favorables	
	Défavorables	

NEANT

EFFECTIFS			(En nombre)
EFFECTIFS	30 juin 2021	31 déc 2020	
Effectifs rémunérés	92	93	
Effectifs utilisés	92	93	
Effectifs équivalent plein temps	92	93	
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-	
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-	
Cadres (équivalent plein temps)	84	85	
Employés (équivalent plein temps)	8	8	
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-	

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS				(en milliers MAD)
TITRES	Nombre de comptes		Montant	
	30 juin 2021	31 déc 2020	30 juin 2021	31 déc 2020
Titres dont l'établissement est dépositaire				
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire				
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

NEANT

RESEAU			(en nombre)
RESEAU	30 juin 2021	31 déc 2020	
Guichets permanents			
Guichets périodiques			
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque			
Succursales et agences à l'étranger			
Bureaux de représentation à l'étranger			

NEANT

COMPTES DE LA CLIENTELE			(En nombre)
COMPTES DE LA CLIENTELE	30 juin 2021	31 déc 2020	
Comptes courants			
Comptes chèques des marocains résident à l'étranger			
Autres comptes chèques			
Comptes d'affacturage			
Comptes d'épargne			
Comptes à terme			
Bons de caisse			
Autres comptes de dépôts			

NEANT

Etat des créances en souffrance et des provisions correspondantes au 30/06/2021					(en milliers MAD)
	30 juin 2021		31 déc 2020		
	Créances	Provisions	Créances	Provisions	
Prêts Classiques					
Créances prédoutouses	27 202	1 015	-	-	
Créances douteuses	2 575	251	-	-	
Créances compromises	5 927	5 344	5 927	5 344	
Sous total 1	35 703	6 610	5 927	5 344	
Prêts MEN					
Créances prédoutouses	-	-	-	-	
Créances douteuses	-	-	-	-	
Créances compromises	1 254	212	1 253	212	
Sous total 2	1 254	212	1 253	212	
Total Général	36 957	6 822	7 180	5 556	



1. Gestion intégrée des risques

1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Equipeement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'Institution dans le processus ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il comprend, en outre, les membres suivants :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé ;
- 1 représentant du Ministère de l'Equipeement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau ;
- 1 représentant du Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement ;
- le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion ;
- des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit et des Risques, conformément aux dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit.

Le Comité d'Audit et des Risques comprend, outre le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion, Président :

- le Wali, Inspecteur Général de l'Administration Territoriale (Ministère de l'Intérieur) ;
- le Directeur du Trésor et des Finances Extérieures (Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration).

Le Comité d'Audit et des Risques est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue des présentations devant le Comité d'Audit et des Risques, émanation du Conseil d'Administration, sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques. Le CAR rend compte de ses travaux régulièrement au Conseil d'Administration, à l'occasion de chacune de ses réunions.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Directeur Général du FEC, Président :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration ;
- 1 représentant désigné par la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques Interne

Le Comité des Risques Interne, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- valider la stratégie globale de gestion des risques du FEC et de s'assurer de sa mise en œuvre ;
- valider les procédures formelles de gestion des risques en vérifiant leur conformité avec les exigences réglementaires ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Comité ALCO

Le Comité ALCO, présidé par le Directeur Général du FEC, a pour attributions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de gestion Actif-Passif de la banque, dans ses différentes composantes (refinancement, placement, transformation, couverture, rentabilité des Fonds Propres (FP)...), conformément aux orientations stratégiques du conseil d'Administration et aux dispositions législatives et réglementaires ;
- d'évaluer la politique tarifaire appliquée à la clientèle ;
- de définir les limites nécessaires à l'encadrement des risques taux et liquidité ;
- de veiller aux équilibres bilanciaux de la Banque ;
- d'évaluer l'impact du lancement des nouveaux produits, ou toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation financière de la Banque ;
- de suivre le profil de risque de la Banque (risque de liquidité, de taux et de change) à l'aune des limites internes et réglementaires fixées par la Banque ;
- de valider les conventions et les modes d'écoulement en taux.

Direction des Risques et Contrôle Permanent

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit et des Risques.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Fonction Conformité

La fonction Conformité est chargée du suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables au FEC.

Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code déontologique applicable au personnel du FEC.

2. Exposition aux risques

Les risques associés aux activités du Fonds d'Equipeement Communal sont les suivants :

Risque de crédit : risque qu'une contrepartie ne puisse pas honorer ses obligations contractuelles.

Risque de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Risque de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et sa valeur économique.

Risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Risque de non-conformité : correspond au risque d'exposition d'un établissement à un risque de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de conduite.

Risque de change : dû aux fluctuations des taux de change.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est autorisé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration.

Processus de gestion du risque de crédit

A la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, le Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des bilans d'exécution des budgets des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la collectivité territoriale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la collectivité territoriale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants :

- la capacité de remboursement de la Collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%, sauf dérogation expresse du Conseil d'Administration.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- L'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques.
- L'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement.
- L'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC.
- L'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets.
- Jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions Générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Territoriales, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours.

Profil de solvabilité

A fin juin 2021 :

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 6.842.388 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 85% du risque de crédit et de 15% du risque opérationnel.

Dans le respect des exigences prudentielles, le ratio de solvabilité s'est établi à 75,51%, tandis que le ratio Tier One s'est affiché à 60,89%, reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle, constituées de 99,79% d'engagements au profit des Collectivités Territoriales, ont totalisé 25.161.842 Milliers de DH au 30 juin 2021.

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent, au 30 juin 2021, à 6.136.552 Milliers de DH.

L'analyse de la situation des engagements hors bilan arrêtée au 30 juin 2021, fait ressortir que 66,1% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les Collectivités Territoriales sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient de Division Des Risques

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient de division des risques, lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient de division des risques s'établit, selon les modalités de la nouvelle circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib (entrée en vigueur en 2013) à 12,35% à fin juin 2021, se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM.

En application de la directive n°2/G/2010 de Bank Al-Maghrib, relative à la pratique des stress tests et dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress test ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress test minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarios un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 1%.

2.2 Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La Direction Financière se charge de la gestion Actif/Passif.
Le Comité ALCO se charge du suivi transversal et collégial des risques financiers auxquels est exposée l'institution et de l'examen des décisions qui affecteraient la gestion Actif-Passif.

Gestion Actif/Passif

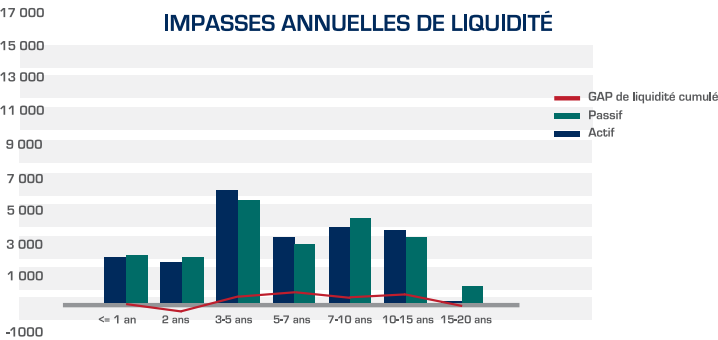
La banque est dotée d'un dispositif qui permet de couvrir les principales sources des risques taux, liquidité et change.

Risque de Liquidité

La banque effectue un écoulement statique en liquidité des positions d'actifs, de passifs, issues du portefeuille bancaire et ventilées sur les tranches réglementaires de maturité.

» Exposition au 30 Juin 2021

Les impasses de liquidité en flux s'affichent au 30 Juin 2021 comme suit :

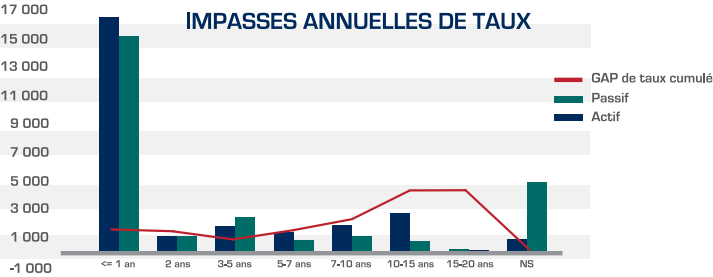


Risque de Taux

La banque effectue un écoulement statique en taux des positions d'actifs, de passifs et de hors bilan, issues du portefeuille bancaire et ventilées sur les tranches réglementaires de maturité. Les postes à taux variable sont répartis selon l'intervalle de temps jusqu'à la prochaine date de révision de taux, et ceux à taux fixe selon leur durée résiduelle.

» Exposition au 30 Juin 2021

Les impasses de taux en flux se présentent au 30 Juin 2021, comme suit :



Le FEC conduit des stress tests réglementaires de chocs de taux d'intérêt pour évaluer son exposition au risque de taux d'intérêt inhérent au portefeuille bancaire selon six scénarii :

La sensibilité de la marge nette d'intérêt :

- Le déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la hausse ;
- Le déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la baisse.

La sensibilité de la valeur économique des fonds propres :

- Le déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la hausse ;
- Le déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la baisse ;
- La variation des taux d'intérêt courts à la hausse ;
- La variation des taux d'intérêt courts à la baisse ;
- L'aplatissement de la courbe des taux d'intérêt ;
- La pentification de la courbe des taux d'intérêt.

Risque de Change

La couverture du risque de change afférent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC au cours des années 90, est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration/ Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt. Par ailleurs, à l'occasion des deux tirages effectués au cours de l'exercice 2019 sur une ligne de crédit contractée en 2018 auprès d'un bailleur de fonds étranger, le FEC a mis en place une couverture parfaite et intégrale contre le risque de change lui permettant d'être immunisé totalement contre ce risque.

2.3 Risques Opérationnels

Organisation et Gouvernance

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Le Comité des Risques Interne se charge de valider la politique de gestion des risques opérationnels, la stratégie de continuité d'activité et de gestion de crise.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;
- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à assurer la continuité de service.

» Manuel de procédures générales

Le FEC est doté d'un manuel de procédures générales couvrant tous les processus fonctionnels des domaines Pilotage, Métiers et Support. La cartographie générale des processus et procédures a été élaborée selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001 V2008.

Par ailleurs, l'intégration de l'outil de modélisation MEGA process a permis d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet. Ce référentiel fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

- Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :
- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
 - tous les enregistrements sont conformes au Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
 - toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle.

» Plan de Continuité d'Activité

Le FEC dispose, conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 et de la directive n°47/G/2007 de Bank Al-Maghrib, d'un Plan de Continuité d'Activité approuvé par le Conseil d'Administration, permettant d'assurer selon divers scénarios de crise, le fonctionnement en mode dégradé ainsi que la reprise des activités.

La mise en œuvre du PCA du FEC a porté notamment sur la mise en place des :

- Dispositifs de continuité Système d'Information ;
- Dispositifs de continuité logistique ;
- Dispositifs de continuité ressources humaines ;
- Dispositifs de continuité des opérations.

Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, le corpus documentaire PCA (Etude de criticité, Stratégie de continuité, procédures, plan de communication...) est mis à jour régulièrement et un plan de maintenance et du renforcement du PCA du FEC est en cours d'élaboration.

» Déclenchement du PCA suite à la crise pandémique

Dès la déclaration de l'état d'urgence sanitaire liée à la pandémie Covid19, le FEC a déclenché, en date du 02 mars 2020, son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour la gestion de crise sanitaire COVID-19 et a activé les travaux de son Comité de Gestion de Crise (CGC), avec comme objectif prioritaire la garantie de la sécurité sanitaire des collaborateurs du FEC, tout en maintenant la continuité d'activité de la Banque.

Les principales missions assurées par le CGC ont porté sur :

- La définition de la stratégie de continuité des processus opérationnels et bancaires ;
- La définition de la stratégie de communication ;
- La veille permanente, notamment par rapport aux dispositions des circulaires et des communiqués des pouvoirs publics.

Pour la garantie de la sécurité sanitaire de ses collaborateurs, le FEC a déployé, dès le début du mois de mars 2020, les mesures de prévention sanitaire et ce, conformément aux plans de gestion de risques pandémie prédéfinis au niveau du corpus documentaire PCA avec un alignement avec les recommandations émises par les pouvoirs publics, notamment par le Ministère de la Santé en tenant compte de l'évolution du contexte sanitaire lié au COVID-19 (adoption des gestes barrières par les collaborateurs, adoption des mesures restrictives liées aux réunions et aux déplacements, recours à la visioconférence pour la communication et les échanges entre les collaborateurs, les partenaires et la clientèle, port de masques obligatoire...). Aussi, le FEC a adopté le télétravail en mode hybride avec alternance présentiel/télétravail et a déployé un dispositif d'organisation des structures en effectif réduit et en mode présentiel avec rotation et télétravail. Egalement, des mesures de cyber-sécurité relatives au télétravail, ont été déployées, et ce en conformité avec les notices techniques de la DGSST.

Par ailleurs, le FEC a assuré une veille permanente de l'évolution de la situation sanitaire et des mesures préventives édictées par les pouvoirs publics. Dans ce contexte, en ligne avec les actions collectives communément observées, les efforts consentis depuis le début de la pandémie et la préservation des acquis réalisés par le Royaume en la matière, le FEC a procédé à une campagne de sensibilisation et de rappel de son personnel, sur l'obligation de veiller au strict respect des mesures préventives contre la Covid-19 prônées par les autorités sanitaires nationales, en l'occurrence le port correct du masque, l'hygiène, le respect de la distanciation sociale et l'évitement des rassemblements non-nécessaires notamment dans les bureaux, les couloirs et autres espaces communs.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels qui a été reconstruite en 2010 en s'appuyant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank Al-Maghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision objective des risques encourus et la réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer :

- L'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques.
- La conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales.
- Le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés.
- La collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des entités Métiers et Supports. Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs. A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents. La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques Interne.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels. L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4 Risques de Non-Conformité

Conformément à la directive n°49/G/2007 de Bank Al-Maghrib relative à la fonction conformité du 31 août 2007, le FEC s'est doté d'une politique et d'une charte de conformité.

Deloitte.

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina – Casablanca

mazars

101, Bd Abdelmoumen
20360 Casablanca
Maroc

Tel : +212 522 423 423
Fax : +212 522 423 400

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX**

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2021

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Fonds d'Equipeement Communal comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et les états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 5.171.521, dont un bénéfice net de KMAD 177.335, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur. Cette situation intermédiaire a été établie dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipeement Communal établis au 30 juin 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit


Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – La Marina
Casablanca
Tel: 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 14
Fax: 05 22 22 40 18 / 47 15

Hicham Belemqadem
Associé

Mazars Audit et Conseil


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tel: 05 22 42 34 25
Fax: 05 22 42 14 00

Taha Ferdaous
Associé



Fonds d'Equipeement Communal
Espace Oudayas, angle avenue Annakhil et avenue Ben Barka
B.P. 2175 - Hay Ryad 10 100 - Rabat - Maroc
Tél: +212 (0) 537 56 60 90 à 93 - Fax: +212 (0) 537 56 60 94

www.fec.ma